

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Marché de services

Surveillance et gardiennage du Centre Ifremer du Pacifique

N° 261000008

PROCEDURE :

Appel d'offres ouvert conformément aux articles R.2124-1 et R.2124-2 du Code de la commande publique

POUVOIR ADJUDICATEUR :

IFREMER

**Zone industrielle de la Pointe du Diable
1625 route de Sainte Anne
29280 Plouzané**

CCAG APPLICABLE : FCS (cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services - Arrêté du 30 mars 2021)

Table des matières

1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1. Objet du marché	4
1.2. Lieu d'exécution	4
1.3. Allotissement	4
2. PIÈCES CONTRACTUELLES	4
3. DURÉE DU MARCHÉ	4
4. PRIX DU MARCHÉ	5
4.1. Type de prix	5
4.2. Contenu des prix	5
4.3. Date d'établissement des prix	5
4.4. Variation dans les prix	5
4.4.1. Formule de révision	5
4.4.2. Utilisation des indices	6
4.4.3. Modalités de mise en œuvre de la révision	6
4.4.4. Clause butoir	6
5. MODALITÉS RELATIVES AUX BONS DE COMMANDE	6
5.1. Passation des bons de commande	6
5.2. Présentation des bons de commande	7
6. MODALITÉS RELATIVES AUX RÈGLEMENTS	7
6.1. Avance	7
6.2. Acomptes	7
6.3. Délai global de paiement	7
6.4. Présentation des demandes de paiement	7
7. PENALITÉS	8
8. CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXECUTION	8
8.1. Reprise du personnel	8
8.2. Service minimum / exécution aux frais et risques	9
8.3. Conditions d'exécution environnementale	9
9. PREVENTION DES RISQUES DE CONFLITS D'INTERETS ET DE CORRUPTION	9
10. CONFIDENTIALITÉ	9

11.MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHÉ.....	10
11.1. Modification par avenant limitée à 10% du montant du marché initial.....	10
11.2. Modification par avenant limitée à 50% du montant du marché initial.....	10
11.3. Marché complémentaire	10
11.4. Avenant de transfert	10
12.CLAUSE DE RÉEXAMEN	10
12.1. Modification du plafond de la clause butoir	10
12.2. Modification du périmètre des prestations	11
13.RESILIATION	11
14.EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	11
15.REGLEMENT DES DIFFERENDS	11
16.ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS.....	12
17.DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	12

1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de surveillance et gardiennage pour le centre Ifremer du Pacifique, à Vairao.

Le détail des prestations et de l'environnement technique est défini au cahier des clauses techniques particulières.

1.2. Lieu d'exécution

Centre Océanologique du Pacifique
Vairao - BP 49 - 98179 Taravao
Tahiti - Polynésie Française

1.3. Allotissement

Le marché ne fait pas l'objet d'un allotissement.

2. PIÈCES CONTRACTUELLES

Le marché est constitué des pièces suivantes, qui, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre ci-après, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant :

- l'acte d'engagement ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fourniture courantes et services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG/FCS) ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- l'offre technique du titulaire.

Le CCAG/FCS est une pièce générale qui, bien que non jointe, est une pièce constitutive du marché, et est réputée connue du titulaire du marché. Elle est disponible en ligne à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/>

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG/FCS, la notification du marché comprend la seule copie de l'acte d'engagement. L'exemplaire de chacune des pièces du marché, conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur, fait seul foi.

Le titulaire du marché est réputé connaître l'ensemble des pièces contractuelles ci-dessus énumérées et accepte l'ensemble de leurs clauses et conditions, y compris en ce qu'elles auraient de contraire à ses conditions personnelles de ventes.

3. DURÉE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu pour une durée d'un (1) an à compter du **1^{er} juin 2026**. Le marché est ensuite reconduit tacitement à chaque date anniversaire du contrat. Le nombre des reconductions est

limité à 3 avec une durée d'un an par période reconduite. En conséquence, la durée de validité maximale du marché est fixée à 4 ans à compter de la date de notification du marché.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant peut par décision expresse décider de ne pas reconduire le marché. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur ou son représentant notifie au plus tard 2 mois avant la fin de validité du marché, la décision de non reconduction au titulaire du marché.

4. PRIX DU MARCHÉ

4.1. Type de prix

Le présent marché est conclu à prix global et forfaitaire pour les prestations de surveillance et de gardiennage programmées annuellement. Le forfait annuel est indiqué à l'acte d'engagement.

En complément, le marché peut faire l'objet de bons de commande pour l'exécution de prestations complémentaires pour répondre à des besoins ponctuels de l'Ifremer. Ces prestations ponctuelles sont réglées en application des taux horaires indiqués à l'acte d'engagement. Les bons de commande pour les prestations ponctuelles sont limités à un montant total de 10% du marché sur la durée totale de ce dernier (4 ans).

4.2. Contenu des prix

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG, les prix du marché sont notamment réputés comprendre tous les frais liés à l'exécution du marché et aux exigences du CCAP et du CCTP, notamment les charges fiscales et parafiscales, assurances, déplacements, location éventuelle de matériel, main d'œuvre, frais d'envoi, frais de déplacement, frais d'hébergement, frais annexe, frais liés à la remise des livrables, sollicitation d'experts complémentaires.

Par ailleurs, les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

4.3. Date d'établissement des prix

La date d'établissement des prix est le mois de remise des offres.

4.4. Variation dans les prix

4.4.1. Formule de révision

Les prix du marché sont fermes la première année d'exécution du marché puis révisables annuellement à chaque date anniversaire du marché, à la diligence du titulaire, selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times [0.15 + 0.85 \times (\text{IndiceV0} / \text{Indice VR})]$$

Dans laquelle :

- P est la valeur mise à jour du prix P₀
- P₀ est le prix d'origine à mettre à jour

- L'indice utilisé est l'indice du coût du travail - Coût horaire - Services administratifs, soutien (NAF rév. 2 section N) - Base 100 en 2020 (identifiant 010762014), publié par l'INSEE (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010762014>)
- Indice V0 est la valeur de l'indice du mois de remise des offres.
- Indice VR est la dernière valeur de l'indice connue à la date de révision des prix, que cet indice soit définitif ou provisoire.

4.4.2. Utilisation des indices

Les derniers indices connus et publiés à la date de révision sont utilisés. Si à la date de révision, le dernier indice est provisoire, la révision est calculée de manière définitive sur la base de cette valeur provisoire.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Le prix révisé est arrondi à deux décimales en application de la règle suivante : si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4, la deuxième décimale est inchangée, si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9, la deuxième décimale est augmentée d'une unité.

En cas de suppression d'un indice et à défaut de détermination par l'Insee d'un indice de substitution, le pouvoir adjudicateur, avec l'accord du titulaire, déterminera un nouvel indice. La modification est conclue par avenant.

4.4.3. Modalités de mise en œuvre de la révision

Pour toute demande de révision des prix, le titulaire doit en avoir informé l'Ifremer, par courriel à l'adresse électronique cellule.marche@ifremer **un mois avant la date anniversaire du marché**. Le titulaire fournit les éléments de calcul de la formule de révision ainsi que les nouveaux tarifs en résultant. L'Ifremer informe le titulaire de l'acceptation de la révision des prix par ordre de service. La révision se fait prix par prix et est applicable à compter de la date anniversaire du marché. La révision ne peut être rétroactive.

4.4.4. Clause butoir

En tout état de cause, les prix du marché ne peuvent augmenter de plus de **3% par an** en application de la formule de révision.

5. MODALITÉS RELATIVES AUX BONS DE COMMANDE

5.1. Passation des bons de commande

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de 5 jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Par dérogation à l'article 3.8.3 du CCAG/FCS, si le démarrage du premier bon de commande intervient dans un délai de plus de 6 mois à compter de la notification du marché, le titulaire doit exécuter le bon de commande et les dispositions relatives à la résiliation prévues à cet article ne s'appliquent pas.

5.2. Présentation des bons de commande

Chaque bon de commande indiquera :

- La raison sociale du titulaire,
- Le numéro et l'objet du marché,
- Le numéro SAP,
- Le numéro et la date du bon de commande,
- l'objet de la prestation,
- la date d'exécution de la prestation,
- la nature, les quantités et les prix unitaires.

6. MODALITÉS RELATIVES AUX RÈGLEMENTS

6.1. Avance

Le présent marché ne prévoit pas le versement d'une avance.

6.2. Acomptes

L'Ifremer règlera au titulaire qui en fait la demande des acomptes mensuels pour le forfait annuel de prestations permanentes.

6.3. Délai global de paiement

Les factures sont réglées à 30 jours à compter de la date de réception de la facture par virement au numéro de compte du titulaire. Si le délai de règlement par l'Ifremer d'une facture du titulaire devenue exigible est supérieur à 30 jours, il sera fait application à compter de ce délai d'un taux d'intérêt de retard égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

6.4. Présentation des demandes de paiement

Le règlement du titulaire interviendra sur la base des prestations effectivement réalisées. Le règlement sera diminué, le cas échéant, des pénalités prévues au présent document.

Les factures seront établies en un exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

DENOMINATION
Libellé au nom de l'IFREMER
Adresse de facturation
Identification du tiers
N°SIRET
N° TVA intracommunautaire
N°IBAN
N° Facture

N° Commande (45...)
Objet de commande (nature)
Objet de commande (quantité)
Montant total HT
TVA (montant, taux)
Référence du projet

Les factures doivent être déposées de façon dématérialisée à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

NOM : INST FR RECHERCHE POUR L'EXPLOIT MER

SIRET : 330 715 368 00032

Code de service : METROPOLE_DOM

Les factures non conformes seront rejetées et le délai global de paiement mentionné sera suspendu.

7. PENALITÉS

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, le titulaire du marché pourra se voir appliquer les pénalités suivantes :

Objet	Montant
Absence du gardien	50 euros HT pour la première demi-heure d'absence 200 euros HT par demi-heures suivantes
Irrespect du délai d'intervention en cas d'urgence, indiqué à l'article 3 de l'acte d'engagement	50 euros HT pour la première demi-heure de retard 200 euros HT par demi-heures suivantes
Absence de transmission des rapports et registres dans les conditions prévues au CCTP	50 euros HT par document non remis
Non port des tenues et du badge par le personnel	50 euros HT par constat de non port de tenue ou de badge
Retard d'ouverture des barrières et portails	50 euros HT pour la première demi-heure de retard 200 euros HT par demi-heures suivantes

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, les pénalités sont applicables d'office, sans mise en demeure préalable du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 € HT pour l'ensemble du marché.

8. CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXECUTION

8.1. Reprise du personnel

Le présent marché prévoit la reprise du personnel conformément à la convention collective Prévention et Sécurité et à l'avenant du 28 janvier 2011 à l'accord du 5 mars 2002 relatif à la reprise du personnel.

8.2. Service minimum / exécution aux frais et risques

Le titulaire du marché est tenu d'assurer un service minimum, et ce dès le premier jour du fait générateur, notamment en cas d'arrêt de travail ou de faits de grève des salariés de l'entreprise affectés à la surveillance de l'Ifremer. En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter intégralement et correctement les prestations dues au titre de ce marché, l'Ifremer y pourvoira par tous les moyens qu'elle juge utiles, aux frais, risques et périls de l'entreprise titulaire. Ces mesures exceptionnelles seront limitées à la durée du fait générateur. Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Ifremer par tous moyens de droit, y compris par retenue sur les factures restant dues.

8.3. Conditions d'exécution environnementale

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre, tout au long de l'exécution du marché, des pratiques respectueuses de l'environnement, notamment en matière de :

- Déplacements professionnels : privilégier les modes de transport doux (vélo, transports en commun) ou les véhicules à faibles émissions (électriques, hybrides) pour les déplacements liés à la prestation, dans la mesure du possible.
- Consommables et équipements : privilégier les équipements et fournitures durables ou recyclables.
- Sensibilisation du personnel : former et sensibiliser les agents de gardiennage aux bonnes pratiques environnementales (économies d'énergie, gestion des déchets, etc.).

9. PREVENTION DES RISQUES DE CONFLITS D'INTERETS ET DE CORRUPTION

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

10. CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire s'engage, tant par lui-même, que pour ses collaborateurs et sous-traitants, à garder strictement confidentielles toutes informations reçues ou acquises au cours de l'exécution de ses prestations, sauf autorisation écrite du représentant de l'Ifremer.

En cours de prestation, si une difficulté apparaît, la collaboration nécessaire des parties les engage à alerter par écrit l'autre partie le plus vite possible et à se concerter pour mettre en place la meilleure solution dans les meilleurs délais.

11. MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHÉ

11.1. Modification par avenant limitée à 10% du montant du marché initial

Le marché peut être modifié par avenant dans la limite de 10 % du montant du marché initial quel que soit la nature des modifications et à condition que le montant de la modification soit inférieur aux seuils européens. Le calcul des modifications tient alors compte de la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

11.2. Modification par avenant limitée à 50% du montant du marché initial

Le marché peut être modifié par avenant dans la limite de 50 % du montant du marché initial lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait prévoir.

11.3. Marché complémentaire

En application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, des contrats négociés sans publicité ni mise en concurrence pourront être passés ultérieurement pour la réalisation de prestations similaires. Sont considérées comme prestations similaires toutes prestations qui se rapportent directement à l'objet du marché. La durée de ces contrats ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du contrat public initial.

11.4. Avenant de transfert

Le marché initial peut être modifié par avenant de transfert, quand le titulaire initial est remplacé par un nouveau titulaire suite à une opération de restructuration du titulaire initial.

12. CLAUSE DE RÉEXAMEN

Les parties envisagent de bonne foi la modification du présent contrat. En toutes hypothèses, les éventuelles modifications ne doivent ni changer la nature globale du contrat, ni modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentée par le titulaire lors de la mise en concurrence.

Le titulaire ne pourra pas se prévaloir du refus du pouvoir adjudicateur de mettre en œuvre les clauses de réexamen pour formuler une quelconque réclamation financière ou contester les conditions d'exécution du présent contrat.

12.1. Modification du plafond de la clause butoir

En application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique relatif à la clause de réexamen, les modifications suivantes sont autorisées :

- La suppression ou modification ponctuelle ou définitive du plafond fixé par la clause butoir.

Le réexamen est déclenché par la survenance d'un évènement imprévu au sens de l'article R. 2194-5 du Code de la commande publique. Le titulaire signale à l'acheteur, par tout moyen permettant de déterminer avec précision une date de réception, les difficultés financières justifiant la modification visée au premier alinéa. Le produira tous les justificatifs nécessaires à sa demande.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'Ifremer mais est initié par le seul titulaire.

Les modifications sont autorisées d'un commun accord entre les parties et conclues par avenant.

12.2.Modification du périmètre des prestations

L'Ifremer se réserve le droit de modifier le présent contrat via des clauses de réexamen au motif d'un ajustement des prestations à la hausse comme à la baisse. Ces modifications interviendront quel que soit leur montant.

Les parties pourront convenir de réexaminer la nature et/ou l'étendue des prestations, ainsi que le délai ou les dates potentielles d'exécution, en cas de survenance, en cours d'exécution du marché, d'évènements relevant d'aléas ou de difficultés matérielles ou temporelles et/ou, lorsque ces ajustements sont nécessaires au parfait achèvement des prestations.

13. RESILIATION

En complément à l'article 38 du CCAG/FCS, la résiliation pour faute du titulaire pourra se faire aux frais et risques de celui-ci. La décision de résiliation doit dans ce cas indiquer que le Pouvoir Adjudicateur fera procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché au frais et risques du titulaire.

La décision de résiliation, quelle qu'en soit le motif donne lieu à la notification d'un décompte de résiliation au titulaire du marché.

14. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

En dehors du cas de la résiliation pour faute du titulaire, le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché et que le titulaire ne peut effectuer, quand la prestation, par nature, ne peut souffrir aucun retard.

15. REGLEMENT DES DIFFERENDS

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal administratif de Rennes

Hôtel Bizien

3 Contour de la Motte

CS 44416

35044 RENNES Cedex

tél. : 02 23 21 28 28

greffe.ta-rennes@juradm.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

16. ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS

Le titulaire fournit à l’Ifremer à la signature du présent contrat et tous les six (6) mois, jusqu’à sa date d’expiration, les documents suivants :

- Justificatif d’inscription au registre professionnel ou équivalent ;
- Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation ;
- Attestation de vigilance en cours de validité ;
- Attestation de régularité fiscale en cours de validité.

Dans le cas où cette justification n’aurait pas été produite avant la signature du marché, le titulaire (et le cas échéant ses sous-traitants) devra justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d’exécution, qu’il est couvert par un contrat d’assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et suivants du Code civil et au titre de la responsabilité décennale. Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu’il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l’importance de la prestation.

La nouvelle attestation d’assurance en cours de validité doit être transmise à l’Ifremer dès que celle transmise initialement est arrivée à sa date d’échéance.

À tout moment durant l’exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire ces attestations, sur demande du pouvoir adjudicateur ou de son représentant et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

17. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

- L’article 2 déroge à l’article 4.2 du CCAG/FCS.
- L’article 4.2 complète l’article 10.1.3 du CCAG/FCS.
- L’article 5.1 déroge aux articles 3.7.2 et 3.8.3 du CCAG/FCS.
- L’article 7 déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG/FCS.
- L’article 17 complète l’article 38 du CCAG/FCS.